

# Un référendum attend le projet de Musée des beaux-arts au contour

La Liberté, Le Courrier, 21.05.08

**BELLERIVE • Le crédit d'étude pour le nouveau musée passe de justesse la rampe du Grand Conseil. Franz Weber prendra une part active dans le lancement du référendum.**

**MICHAËL RODRIGUEZ**

Le score est moins brillant qu'il n'y paraît. Par 82 voix contre 32 et 21 abstentions, le Grand Conseil vaudois a accepté hier le crédit d'étude de 390 000 francs pour la réalisation d'un nouveau Musée des beaux-arts au bord du lac, à Bellerive. Comme la majorité qualifiée était requise pour ce vote (76 députés au moins), il s'en est fallu de sept petites voix que le crédit ne soit refusé. Après ce soutien plutôt tiède du parlement, le projet de musée devrait encore affronter le verdict populaire.

## Une saison difficile

Car une large coalition se tient prête à partir à la chasse aux signatures. Elle n'aura pas la tâche facile: il y a fort à parier que la récolte des paragraphes tombera pendant l'été. Les opposants auront 40 jours, à compter de la publication du décret dans la «Feuille des avis officiels», pour réunir 12 000 signatures. «On va les avoir quand même!», s'écrie Franz Weber. Comme il l'avait laissé entendre la semaine passée (notre édition du 14 mai), l'écologiste montreuvisien se joindra aux référendaires – et avec lui sa fondation Helvetia Nostra. A coup sûr un soutien de poids pour les opposants, Franz Weber ayant souvent remporté les batailles qu'il a livrées pour la protection du patrimoine.

«Ce projet est une aberration, on est en train d'abîmer la côte», dénonce l'écologiste, qui plaide pour un redéploiement du musée sur son site actuel, à la place de la Riponne. «C'est le cœur de Lausanne, il faut l'améliorer, il faut l'embellir!»

## Freddy Buache s'engage

Le comité référendaire s'annonce hétéroclite: il réunira des représentants de tout l'éventail politique, d'A gauche toute! jusqu'à l'UDC, très probablement sous la présidence du vert lausannois Pierre Santachi. On y trouvera aussi des personnalités des milieux culturels, notamment Michel Thévoz, ancien

conservateur de la Collection de l'Art brut, et Freddy Buache, ancien directeur de la Cinémathèque suisse. Côté protection du patrimoine, outre Helvetia Nostra, on annonce le soutien du Mouvement pour la défense de Lausanne (MDL) et de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage.

Hier, le débat final sur le crédit d'étude a occupé les députés durant une bonne partie de la matinée. L'occasion, pour les partisans du musée à Bellerive, de redire leur enthousiasme pour un projet considéré comme un facteur d'identité pour les Vaudois. «Ayons le souffle de nous dépasser un tout petit peu», a plaidé l'UDC lausannois Jean-Luc Chollet, l'un des rares députés de son parti à prôner le «oui».

Les opposants ont quant à eux accusé le Conseil d'Etat d'être passé outre la volonté du Grand Conseil, en lançant le concours d'architecture avant d'élaborer le plan d'affectation cantonal, et non l'inverse. En bref, le choix du projet aurait été opéré sans tenir compte des contraintes inhérentes au site. Au cœur de la controverse: la protection des rives du lac. Selon les détracteurs du musée, la construction d'un bâtiment accolé au lac, et dont la façade s'avancerait même sur l'eau, enfreindrait plusieurs dispositions légales.

## Marthaler critiqué

Les réponses évasives de François Marthaler à ces griefs ont valu de sévères critiques au ministre écologiste des Infrastructures, y compris de la part de députés qui ont approuvé le crédit ou se sont abstenus. «François Marthaler nous a dit qu'il comptait sur le Grand Conseil pour légaliser les irrégularités du projet, s'est insurgé le socialiste Michel Renaud. Je ne supporte pas d'être pris en otage!». Le socialiste a néanmoins appelé ses collègues à ne pas se montrer trop légalistes, et à faire primer «l'intérêt culturel» du projet. Quant au vert



Après avoir reçu un soutien plutôt tiède du Grand Conseil, le projet de Musée des beaux-arts à Bellerive devrait encore affronter le verdict populaire.

KEYSTONE/LAURENT GILLIÉRON

Yves Ferrari, qui s'est abstenu, il a reproché à «son» ministre de ne pas apporter de réponse précise et de «fendre les cheveux en quatre».

Peut-être le conseiller d'Etat en charge de l'Aménagement du terri-

toire, Jean-Claude Mermoud, aurait-il pu apporter des éclaircissements sur la question. Mais le ministre UDC n'était pas là pour épauler François Marthaler et la ministre de la Culture, Anne-Catherine Lyon. I